

La décroissance, c'est le bon sens !

Notre **société du gaspillage** est à l'origine de l'épuisement des ressources, du changement climatique, de l'extinction des espèces, de l'augmentation des inégalités... Ce constat est maintenant largement partagé, certains parlent même d'effondrement. Des spécialistes, depuis 50 ans, annoncent l'échéance pour la prochaine décennie. Pourtant, tous les partis continuent de prêcher une relance de la croissance et s'écharpent sur les moyens pour y parvenir.

Ils continuent de faire du problème la solution.

Le capitalisme a gagné sur toute la ligne, colonisant même l'extrême gauche avec sa foi en la science et son productivisme. **Le sentiment d'impuissance est tel qu'individualisme et fuite en avant prédominent.** Comme si guerres, famines et épidémies étaient inévitables. Comme si le suicide était préférable à une cure d'amaigrissement. Le simple bon sens devrait pourtant nous suggérer que, *lorsque les limites physiques sont dépassées et que la survie est en jeu, il faut faire machine arrière pour revenir à l'intérieur de ces limites.*

La seule politique responsable est donc d'organiser une décroissance de l'empreinte écologique globale tout en augmentant la résilience de la société. Cela passe par une réduction du cycle **extraction-production-consommation-déchets**, par une baisse du niveau de vie matériel global et par un programme de transition économique qui garantisse l'essentiel du bien vivre aux plus nombreux.

La décroissance tout simplement

La liberté ne consiste pas à s'affranchir des limites, mais à en prendre la mesure pour construire des sociétés viables et souhaitables : nous revendiquons une relocalisation de tous les produits de première nécessité dans des bio-régions autonomes, quasi autarciques, de la taille d'une province. Nous assumons nous inspirer du passé : *on ne peut pas soutenir que les choses s'aggravent et, en même temps, dire que c'était pire avant.*

Nos étapes pour préserver l'avenir, dès à présent, sont les suivantes :

Production : donner à des conventions de citoyens le droit de refuser certaines productions, d'imposer des normes afin de sortir du gaspillage et de l'obsolescence programmée. Supprimer ou taxer lourdement la publicité, le luxe, les bolides urbains, les produits toxiques, les grandes surfaces, le nucléaire, les technologies abrutissantes...

Commerce : sortir évidemment de tous les traités européens de libre-échange, conçus depuis le début pour enrichir les riches en rendant les gens captifs d'un approvisionnement lointain et assumer un protectionnisme douanier, y compris régional, qui permette une relocalisation effective des productions.

Fiscalité : faire porter la fiscalité non plus sur la ressource abondante – le travail – mais sur celles en voie de raréfaction, comme l'énergie et les matières premières pour les économiser. Taxer équitablement le kérosène et le fuel des bateaux et des camions. Instaurer un revenu maximum, car la richesse excessive est une atteinte à la décence commune. Instaurer des quotas carbone individualisés pour garantir à tous un minimum d'énergie.

Monnaie : multiplier les monnaies pour affaiblir la finance : rétablir des monnaies publiques locales, régionales et nationales, à côté d'une monnaie commune remise à sa place.

Migration : sortir des fables libérales sur la liberté de circuler, qui justifient l'errance économique au service de l'exploitation salariale, alors que chacun aspire d'abord à pouvoir vivre dans son pays. Savoir cependant intégrer les migrants chassés par le changement climatique et par nos guerres néocoloniales pour les ressources.

Agriculture : arrêter les grands travaux inutiles consommateurs de foncier pour financer un “plan Marshall” en faveur d'une alimentation saine de proximité : nourrir à nouveau les villes par leurs campagnes, réformer l'enseignement agricole pour réintroduire la polyculture-élevage paysanne en circuit court. Régénérer les sols et créer de nombreux emplois avec la permaculture. Garantir un droit au jardinage au moyen d'une réappropriation foncière par les communes.

Démocratie : rapprocher les décisions des citoyens en relocalisant la politique dans les provinces, les pays et les communes. Pour y parvenir, instaurer chaque année des référendums d'initiative citoyenne et des assemblées populaires tirées au sort, comme un Sénat des peuples européens disposant d'un droit de veto.

En marche pour la décroissance !

